

## La signature scannée

### Introduction

Depuis quelques années, une part importante des relations juridiques a lieu par voie électronique. Ainsi, il est principalement recouru aux ordinateurs, aux programmes de traitement de texte et à Internet afin de stocker et d'échanger de manière simple et rapide des informations juridiquement pertinentes. Cependant, les informations électroniques ne doivent pas seulement être présentées, mais aussi conservées et ce, soit sur un disque dur, une bande magnétique (disquette), un disque optique (DVD) ou une puce (USB), ce qui a pour corollaire que l'environnement papier cède sensiblement la place à un environnement électronique. Toutefois, un justiciable n'est pas certain que les actes documentés par voie électronique ont la même valeur juridique que ceux documentés de façon traditionnelle sur papier. En effet, le droit renferme diverses dispositions qui exigent une signature, en l'absence de laquelle les effets juridiques ne se produisent généralement pas.

Ainsi, la loi stipule que la prescription de l'action publique ne peut être interrompue que par des actes d'instruction ou de poursuite exécutés dans un délai déterminé et par une personne compétente, en ce sens que ces actes requièrent une signature originale avec indication de la qualité et, pour des raisons de sécurité, du nom de la personne compétente. Étant donné qu'en raison des nouvelles formes de communication, il n'est plus question « d'apposer son nom à la main sur un papier afin de s'identifier et de marquer son accord sur le contenu de la pièce signée », la question a été posée, dans le cadre d'affaires de roulage, de savoir si des actes d'instruction ou de poursuite envoyés par e-mail et contenant une signature scannée ont également un effet interruptif. Peut-il en être de même lorsque les actes d'instruction ou de poursuite originaux ont été signés et envoyés par e-mail ?

Un deuxième exemple est donné par un arrêt de la Cour de cassation, qui a récemment statué que l'envoi par télécopie d'une requête conformément à l'article 61*quinquies* CIC ne répondait pas aux prescriptions dudit article, puisqu'une télécopie ne peut, en raison de ses caractéristiques techniques, contenir une signature originale et n'offre par conséquent aucune sécurité quant à l'identité du signataire. Un juge d'instruction a estimé que cette jurisprudence devait être interprétée en ce sens que ses réquisitions ne pouvaient elles non plus être transmises valablement par télécopie.

Le passage à de nouvelles formes de communication et donc de nouvelles formes d'exécution d'actes juridiques suscite dès lors des interrogations. Dans les pages qui suivent, nous tentons d'évaluer si la signature scannée et la signature originale qui est scannée et envoyée par e-mail ont un effet suspensif, d'une part, et de déterminer si l'arrêt de la Cour de cassation stipulant que l'envoi d'une requête conformément à l'article 61 *quinquies* CIC ne peut pas être valablement adressée par télécopie, a une portée générale, d'autre part.

## **1. L'effet suspensif de la signature scannée et de la signature originale scannée**

### **a. Interruption**

L'article 22 du TPCPP dispose que la prescription de l'action publique n'est interrompue que par des actes d'instruction ou de poursuite faits dans le délai déterminé par l'article 21.

Par conséquent, cette interruption commence à faire courir le délai de prescription non pas à partir de la date à laquelle le fait a été commis, mais à partir du jour où la prescription a été interrompue. Lorsque plusieurs actes interruptifs ont été posés durant le délai initial de prescription, seul le dernier acte posé sera pris en considération.

Par actes de poursuite, il y a lieu d'entendre les actes d'une personne compétente, normalement du ministère public, qui permettent d'intenter ou de continuer à exercer l'action publique, tandis que les actes d'instruction sont des actes qui sont posés par une personne compétente et qui tendent à rassembler des données pour constituer le dossier de la manière usuelle et mettre l'affaire en état d'être jugée<sup>1</sup>.

Il est donc essentiel que l'acte d'instruction ou de poursuite émane d'une personne compétente. Il convient à cet égard de souligner que seule la signature originale avec indication de la qualité et, pour des raisons de sécurité, du nom du signataire peut être retenue comme acte utile<sup>2</sup>.

La jurisprudence a en effet toujours stipulé « qu'une mention apposée sur une farde sans signature ne pouvait passer pour un acte d'interruption valable, mais qu'un acte d'instruction valable requerrait la signature du ministère public ou du juge d'instruction » et « qu'un cachet portant indication du nom ne prouvait pas avec le même degré de sécurité qu'une signature, que l'autorité compétente avait ordonné l'acte d'instruction ou de poursuite qui interrompait la prescription de l'action publique, mais que seule la signature de l'autorité

---

<sup>1</sup> R. VERSTRAETEN, *Handboek strafvordering*, Anvers, Maklu, 2007, p. 137.

<sup>2</sup> Cass., R.G. n° P.02.0485.F., 18 septembre 2002, *Arr. Cass.*, 2002, n° 9, p. 1875, E. DE SMETH, « De stuiting van de verjaring van de strafvordering: een zoektocht naar het stempeltje en de handtekening », dans *Verkeersrecht*, 1997, pp. 299-301.

compétente répondait à la prescription de l'article 22 TPCPP<sup>3</sup> » et enfin « qu'une apostille du procureur du Roi, uniquement pourvue du cachet d'une signature, n'interrompait pas la prescription de l'action publique »<sup>4</sup>.

Cependant, il n'est pas requis que la signature soit lisible. Dans un arrêt du 31 mars 1993, la Cour de cassation a en effet estimé que les circonstances que la signature manuscrite apposée sur une apostille du ministère public, sous la mention « Le procureur du Roi », n'est pas lisible et qu'elle ne ressemblerait pas à celles figurant sur d'autres apostilles émanant du parquet de ce magistrat, sont sans incidence sur l'effet interruptif de la prescription de l'action publique attaché à l'acte de poursuite que constitue cette apostille<sup>5</sup>.

Logiquement les devoirs confiés oralement à la police n'interrompent pas la prescription. Par contre, le procès-verbal que la police rédige à la suite de ce devoir oral interrompt quant à lui la prescription. En cas de prescription imminente, un magistrat peut donc éviter certains problèmes en signifiant son ordre par écrit.

#### b. La signature scannée

De plus en plus d'actes juridiques sont accomplis par voie électronique et, dans ce cadre, il n'est pas rare de recourir à une signature électronique. Si cette évolution s'avère positive dans la pratique, au niveau juridique, elle occasionne parfois des difficultés, car les utilisateurs ne sont pas toujours certains qu'une signature électronique est acceptée ou non comme une signature valable en droit, c'est-à-dire comme une signature à laquelle le droit accorde les mêmes effets juridiques (par exemple l'interruption du délai de prescription) qu'à la signature manuscrite classique.

Il va de soi que l'authenticité des informations doit être garantie également en ce qui concerne les signatures électroniques. Cependant, dans l'environnement électronique, il n'est pas possible de transcrire les informations sur un support papier et de les munir ensuite d'une signature manuscrite. Par conséquent, il était nécessaire de trouver des variantes électroniques de cette technique ayant la même portée juridique<sup>6</sup>. Le législateur belge a tenté de répondre à ce besoin en coulant les signatures électroniques dans un cadre légal.

La loi du 20 octobre 2000 introduisant l'utilisation de moyens de télécommunication et de la signature électronique dans la procédure judiciaire et extrajudiciaire, a modifié le Code civil et le Code judiciaire.

Cependant, en matière de droit pénal, rien n'a été prévu à ce jour. Ce qui est en tout cas sûr, est qu'une signature manuscrite initiale ne peut avoir été faite que par une seule personne et que partant, l'identité de l'auteur de la

---

<sup>3</sup> Cass., 18 novembre 1981, *R.W.*, 1982, p. 838.

<sup>4</sup> Anvers, 30 août 1988, *R.W.*, 1988-89, p. 931, note MERCKX, D.

<sup>5</sup> Cass., R.G. n° 402, 31 mars 1993, *Arr. Cass.*, 1993, p. 346.

<sup>6</sup> VAN EECKE, P. « De handtekening in het recht: van pennentrek tot elektronische handtekening », Gand, Larcier, 2004, p. 268.

signature est établie avec certitude. Une signature scannée est l'image numérique réalisée à l'aide de techniques de numérisation d'une signature manuscrite<sup>7</sup>. Par conséquent, une signature manuscrite n'offre, dans ce cas, pas de garanties. Lorsqu'elle a été stockée dans un fichier informatique, elle peut en effet être utilisée par quiconque ayant accès à ce fichier<sup>8</sup>.

Pour qu'un acte interruptif valable puisse être posé, il est essentiel que l'acte d'instruction ou de poursuite émane d'une personne compétente. En d'autres termes, l'identité du signataire revêt une importance capitale. Une signature scannée qui peut être apposée par quiconque et ne permet pas de vérifier qui est l'auteur réel de la décision, semble dès lors ne pas pouvoir constituer un acte interruptif valable.

En outre, il peut également être renvoyé à la loi du 10 juillet 2006 relative à la procédure par voie électronique et, plus particulièrement, au chapitre 3 : Du dossier électronique en matière pénale, section 6 : des modalités relatives à la signature de déclarations, de procès-verbaux et d'autres pièces de procédure établies sur support électronique dans le cadre d'un dossier électronique original et modalités de conversion des pièces de procédure, mais l'entrée en vigueur de cette loi a été reportée à plusieurs reprises et elle ne serait d'application que le 1<sup>er</sup> janvier 2013.

Le paragraphe 2 de la section en question stipule en effet que si, dans le cadre d'une affaire pénale, une personne, quelle que soit sa qualité et le stade de la procédure, signe une déclaration, une requête, un procès-verbal ou tout autre acte rédigé par ou pour un juge, un greffier, un procureur du Roi ou un secrétaire de parquet, cette signature se fait par l'apposition de sa signature sur une copie de cette pièce. Toutefois, lorsque cela est possible, les déclarations, requêtes, procès-verbaux ou autres actes sont, conformément au paragraphe 3, également signés sous leur forme électronique par les personnes concernées ou par les personnes habilitées par la loi à les représenter à cet effet, par l'utilisation d'une signature électronique qualifiée, selon les modalités fixées par le Roi par arrêté pris après avis du comité de gestion et du comité de surveillance.

Par « signature électronique qualifiée », on entend la signature électronique avancée telle que définie à l'article 2, 2°, de la loi du 9 juillet 2001 fixant certaines règles relatives au cadre juridique pour les signatures électroniques et les services de certification<sup>9</sup>. Cette loi définit la notion de signature électronique avancée comme la signature électronique qui est liée uniquement au signataire et qui permet de l'identifier. Elle est créée par les moyens que le signataire peut garder sous son contrôle exclusif et liée aux données auxquelles elle se rapporte de telle sorte que toute modification ultérieure des données puisse être détectée.

D'après la doctrine, une signature scannée doit être considérée comme une signature électronique ordinaire ou, en d'autres termes, comme les données

---

<sup>7</sup> C.E., n° 207.656, 24 septembre 2010, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be).

<sup>8</sup> C.E., n° 207.656, 24 septembre 2010, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be).

<sup>9</sup> Article 2, 3°, de la loi du 10 juillet 2006 relative à la procédure par voie électronique.

sous forme électronique, fixées ou logiquement associées à d'autres données électroniques qui sont utilisées comme moyen d'authentification. La notion d'authentification est inconnue en droit belge, mais doit être située dans le contexte de la sûreté de l'information. L'on entend plus particulièrement par là le processus permettant de certifier l'authenticité de l'information. Un fichier est authentifié lorsque tant l'origine indéniable que l'intégrité de l'information sont établies. Par conséquent, la signature électronique est liée au contenu à signer et est en quelque sorte garante de l'intégrité de l'auteur.

Aussi, une signature scannée doit être distinguée d'une signature électronique avancée. La différence entre les deux réside dans les critères de qualité qui sont fixés pour la signature électronique avancée et qui ne peuvent être mis en œuvre que par le biais de la technique d'encryptage asymétrique.

Dès lors, la signature scannée ne permettra en tout cas pas de réunir les critères que la loi relative à la procédure par voie électronique posera, à savoir la signature par apposition de sa signature sur une copie ou par apposition d'une signature qualifiée.

#### c. La numérisation d'un document muni d'une signature originale

La question se pose de savoir si la numérisation de signatures originales suscite également des problèmes notables.

Comme déjà mentionné *supra*, des actes interruptifs valables supposent un acte d'instruction ou de poursuite accompli par une personne compétente. En d'autres termes, l'identité du signataire d'un tel acte est essentielle.

Lorsqu'un document muni d'une signature originale est scanné, l'image de ce document, l'original, est enregistrée au moyen du scanner et convertie dans un fichier numérique, qui peut ensuite être diffusé par voie électronique, manipulé et modifié.

En dépit du fait que ce document est également sauvegardé dans un fichier informatique et qu'il peut être utilisé par quiconque y ayant accès, il existe une différence fondamentale avec la signature scannée, à savoir que le dossier renferme toujours un original, qui offre une sécurité quant à l'identité de l'auteur de la signature et peut éventuellement être comparé avec un document manipulé.

Ainsi, des actes interruptifs peuvent être accomplis sans difficulté au moyen de documents scannés.

## **2. L'arrêt de la Cour de cassation du 27 septembre 2011**

Le 27 septembre 2011, la Cour de cassation a statué que l'envoi par télécopie d'une demande conformément à l'article 61*quinquies* CIC ne répondait pas aux prescriptions dudit article, puisqu'une télécopie ne peut, en raison de ses caractéristiques techniques, contenir une signature originale et n'offre par conséquent aucune sécurité quant à l'identité du signataire<sup>10</sup>.

Un juge d'instruction de Courtrai a estimé que cet arrêt devait être interprété en ce sens que l'envoi de réquisitions par télécopie aux services de police ne pouvait plus être valablement effectué. Puisqu'il refuse ainsi d'en faire usage de télécopies, les services de police doivent chaque fois aller chercher ses réquisitions par porteur.

Cependant, cet arrêt s'applique-t-il à des réquisitions émanant du juge d'instruction ?

« La requête tendant à l'accomplissement d'actes d'instruction complémentaires est introduite conformément aux règles de l'article 61*quinquies* du Code d'instruction criminelle. Cet article dispose que la requête est adressée ou déposée au greffe du tribunal de première instance, et inscrite dans un registre ouvert à cet effet.

Conformément à l'article 61*quinquies* du Code d'instruction criminelle, une requête est un écrit auquel sont liées des conséquences juridiques ensuite de l'apposition de la signature du requérant. La signature a une fonction de sécurisation : le caractère manuel, manuscrit, créatif et continu de la signature qui est apposée directement sur l'écrit offre une sécurité quant à l'identité du signataire. La copie d'une signature au moyen d'un télécopieur ne constitue pas une signature valable. L'envoi d'une requête par télécopie ne peut contenir une signature originale en raison de ses caractéristiques techniques et ne répond, dès lors, pas aux prescriptions des articles 61*quinquies*, § 2, et 127, § 3, du Code d'instruction criminelle. »

À mon sens et comme J. Van Gaver l'a déjà fait remarquer, cet arrêt doit en effet être examiné dans le contexte spécifique de l'article 61*quinquies* du Code d'instruction criminelle.

Pour que des effets juridiques puissent être liés à un écrit visant l'accomplissement d'un acte d'instruction complémentaire, il faut une signature. Celle-ci doit être apposée directement sur l'écrit afin d'offrir une sécurité quant à l'identité de l'auteur. Lorsqu'elle est envoyée par télécopie, une requête tendant à l'accomplissement d'actes d'instruction complémentaires n'est pas couverte par un original se trouvant déjà dans le dossier, de sorte que la signature de la partie requérante n'a en aucune façon été apposée directement sur un écrit. Autrement dit, aucune sécurité n'est offerte d'une quelconque manière quant à l'identité du signataire.

---

<sup>10</sup> Cass., 27 septembre 2011, [www.cass.be](http://www.cass.be).

Il importe de souligner que par cette jurisprudence, la Cour de cassation entendait principalement mettre un terme à la pratique qui consistait à soumettre encore le jour de l'audience de la chambre du conseil une requête tendant à l'accomplissement d'actes d'instruction complémentaires.

Un fax émanant d'un juge d'instruction et adressé aux services de police a une toute autre finalité, à savoir requérir de ces derniers qu'ils accomplissent tous les actes de police judiciaire nécessaires à l'instruction.

Conformément à l'article 8 de la loi sur la fonction de police, une telle réquisition doit être écrite et mentionner la disposition légale en vertu de laquelle elle est faite, ainsi que l'objet. En outre, elle doit être datée et porter les nom et qualité ainsi que la signature de l'autorité requérante. Par conséquent, la loi requiert dans ce cas également une signature, afin que des effets juridiques puissent être produits. Néanmoins, il existe une différence essentielle entre une réquisition tendant à l'accomplissement d'une instruction complémentaire faxée par un requérant et une réquisition faxée par le juge d'instruction.

En effet, lorsqu'une ordonnance du juge d'instruction est transmise par fax aux services de police, cette procédure implique que l'original demeure chez le juge d'instruction et donc dans le dossier. Partant, il est toujours possible de contrôler l'authenticité/la validité en comparant la télécopie à l'original.

Le contrôle de l'authenticité/la validité ne posera pas de problèmes si les documents originaux sont également envoyés. Par contre, la situation risque de se compliquer si ces documents se perdent au courrier et ne parviennent jamais aux services de police.

Quoi qu'il en soit, la possibilité d'un contrôle permanent à l'aide d'un original conservé en tout temps dans le dossier serait bénéfique pour la sécurité juridique. Dans cette optique, deux pistes peuvent être suivies. Soit le juge d'instruction rédige (comme J. Van Gaever l'avait déjà suggéré) plusieurs originaux en indiquant le nombre d'exemplaires originaux mis à disposition et en précisant leur destination. Soit il établit, chaque fois qu'un original doit sortir du dossier afin d'en permettre l'exécution, une copie certifiée conforme de cet original avec laquelle on peut travailler.

### **3. Conclusion**

Des effets ne peuvent être donnés à un écrit que lorsqu'il est pourvu d'une signature.

Ainsi, des actes d'interruption valables peuvent avoir lieu et des requêtes Franchimont peuvent être déclarées recevables uniquement si la signature originale d'une personne compétente a été apposée.

Étant donné que les données électroniques font désormais partie intégrante de notre quotidien, la question s'est posée de savoir si un acte interruptif valable ne pouvait pas aussi s'opérer par le biais d'une signature scannée ou d'un document pourvu d'une signature originale qui est scannée et si les réquisitions du juge d'instruction peuvent être valablement transmises par fax.

En raison de son caractère manuel, autographe, créatif, personnel et continu, une signature manuscrite laisse peu de place au doute quant à l'identité de l'auteur et à sa volonté de se lier au contenu de l'écrit auquel la signature renvoie.

Ce caractère personnel ne peut toutefois pas être retrouvé dans la signature scannée, ni dans le document scannée ou faxé. Pourtant, il existe entre les deux une différence fondamentale.

Étant donné qu'une signature scannée ne peut en aucune manière garantir le respect de l'exigence d'identité, un acte interruptif valable ou tout autre effet juridique pour lequel une signature est requise, ne peut, dans ce cas, jamais être accompli légalement.

Même en 2013, date à laquelle la loi relative à la procédure par voie électronique devrait entrer en vigueur et à laquelle il devrait être recouru à des fichiers électroniques, la signature électronique ne pourra pas être d'un grand secours. La signature de déclarations, procès-verbaux et autres pièces de procédure requerra en effet soit une signature manuscrite, soit une signature électronique avancée, ce qu'une signature scannée n'est pas.

Il en va autrement des documents scannés ou télécopiés dont l'original reste conservé dans le dossier afin de permettre un contrôle de l'authenticité de la signature à tout moment et d'éviter que les effets juridiques ne soient contrecarrés.



Note : quid de la signature scannée en droit civil ?

- a. La loi du 20 octobre 2000 introduisant l'utilisation de moyens de télécommunication et de la signature électronique dans la procédure judiciaire et extrajudiciaire<sup>11</sup>

La loi du 20 octobre 2000 introduisant l'utilisation de moyens de télécommunication et de la signature électronique dans la procédure judiciaire et extrajudiciaire, a modifié le Code civil et le Code judiciaire. D'une part, une règle de non-discrimination en matière de signature électronique est ajoutée aux règles du droit civil général relatives à la preuve, puisqu'un nouvel alinéa a été inséré à l'article 1322 du Code civil, qui dispose qu'une signature au sens de cet article *peut* être un ensemble de données électroniques si elle peut être imputée à une personne déterminée et établit le maintien de l'intégrité du contenu de l'acte. Par conséquent, une signature valable en droit, qui doit, en principe, être apposée à la main à certaines conditions (identification, imputabilité et intégrité) *peut* également être posée par voie électronique, de sorte que les techniques juridiques d'identification puissent recevoir la même valeur juridique que celle d'une signature manuscrite classique et qu'un acte sous seing privé puisse donc aussi être valablement établi par voie électronique. Cependant, la nouvelle disposition n'assimile pas automatiquement une signature électronique répondant aux conditions fonctionnelles à une signature manuscrite. Il appartient au juge de décider si les conditions ont été respectées et, partant, de valider une signature électronique. Un autre élément important est que l'application de l'équivalence entre une signature manuscrite et une signature électronique est limitée. En effet, l'assimilation s'applique uniquement à une signature électronique qui a été apposée sur un acte sous seing privé utilisé en vue de prouver des engagements découlant d'un contrat<sup>12</sup>. Par ailleurs, des règles ont été établies en ce qui concerne la procédure extrajudiciaire (article 2281 du Code civil) et la procédure judiciaire (articles 32 et 54 du Code civil), stipulant que l'absence de signature valable ne peut plus être invoquée comme élément de nullité (article 863 du Code civil).

- b. La loi du 9 juillet 2001 fixant certaines règles relatives au cadre juridique pour les signatures électroniques et les services de certification<sup>13</sup>

La loi du 9 juillet 2001 fixant certaines règles relatives au cadre juridique pour les signatures électroniques et les services de certification est la transposition en droit belge de la directive européenne 1999/93/CE. Elle introduit une nouvelle notion, à savoir la signature électronique. Cependant, cette signature électronique ne constitue pas nécessairement en soi une signature au sens juridique. Toutefois, lorsqu'elle remplit un certain nombre de conditions, elle peut y être assimilée. En effet, la nouvelle législation belge instaure plusieurs

---

<sup>11</sup> M.B. du 22 décembre 2000.

<sup>12</sup> VAN EECKE, P., « De elektronische handtekening in het recht », *T.B.H.*, 2009, n° 4, p. 339.

<sup>13</sup> M.B. du 29 septembre 2001.

types de signatures électroniques, à savoir la signature électronique, la signature électronique avancée et la signature électronique qualifiée, qui doit être assimilée à la signature manuscrite.

Une signature électronique se compose de données sous forme électronique, jointes ou liées logiquement à d'autres données électroniques, servant de méthode d'authentification. La notion d'authentification est inconnue en droit belge, mais doit être située dans le contexte de la sûreté de l'information. L'on entend plus particulièrement par là le processus permettant de certifier l'authenticité de l'information. Un fichier est authentifié lorsque tant l'origine indéniable que l'intégrité de l'information sont établies. Par conséquent, la signature électronique est liée au contenu à signer et est en quelque sorte garante de l'intégrité de l'auteur. Cette description englobe tant une signature scannée, un code PIN, une identification biométrique qu'une signature produite par des techniques de cryptographie symétriques ou asymétriques. Lorsque ces conditions sont réunies, cette signature ne peut pas être privée de son efficacité juridique et ne peut être refusée comme preuve en justice au seul motif qu'elle se présente sous forme électronique, qu'elle ne repose pas sur un certificat qualifié, qu'elle n'est pas créée par un dispositif sécurisé de création de signature ou qu'elle ne repose pas sur un certificat qualifié délivré par un prestataire accrédité de service de certification<sup>14</sup>. Ce principe ne signifie toutefois pas que la signature électronique est assimilée à une signature écrite. Elle n'y sera assimilée que s'il peut être prouvé qu'il a été satisfait à l'exigence d'imputabilité et d'intégrité visée à l'article 1332, alinéa 2, du Code civil.

Une signature électronique avancée est décrite comme la signature électronique qui est liée uniquement au signataire et qui permet de l'identifier. En outre, elle est créée par les moyens que le signataire peut garder sous son contrôle exclusif et liée aux données auxquelles elle se rapporte de telle sorte que toute modification ultérieure des données soit détectée. La différence entre une signature électronique avancée et une signature électronique ordinaire réside par conséquent dans les critères de qualité fixés pour la signature électronique avancée et qui ne peuvent être mis en œuvre que par le biais de la technique d'encryptage asymétrique.

Une signature électronique avancée n'a, en principe, aucun autre effet juridique qu'une signature électronique ordinaire, mais peut accroître la valeur de la preuve.

Enfin, il existe encore une signature électronique qualifiée ou la signature électronique avancée, réalisée sur la base d'un certificat qualifié et créée par un dispositif sécurisé de création de signature. Cette signature est assimilée à une signature manuscrite. Elle pourra donc remplacer dans tous les cas une signature manuscrite de manière valable en ce sens que lorsqu'une signature manuscrite est imposée par la loi, il pourra être recouru à une signature qualifiée. Les conditions de l'article 1322 du Code civil, alinéa 2, du Code civil

---

<sup>14</sup> Article 4, § 5, de la loi du 9 juillet 2001 fixant certaines règles relatives au cadre juridique pour les signatures électroniques et les services de certification.

relatives à la validité juridique d'une signature électronique, notamment l'imputabilité et le maintien de l'intégrité, sont donc automatiquement considérées comme remplies dans le cadre d'une signature électronique qualifiée<sup>15</sup>.

Comme cela a déjà été mentionné, la signature scannée doit être considérée comme une signature électronique qui ne peut pas être privée de son efficacité juridique et ne peut pas être refusée comme preuve en justice au seul motif qu'elle se présente sous forme électronique, qu'elle ne repose pas sur un certificat qualifié, qu'elle ne repose pas sur un certificat qualifié délivré par un prestataire accrédité de service de certification ou qu'elle n'a pas été créée par un dispositif sécurisé de création de signature. Ce principe ne signifie toutefois pas que la signature électronique est assimilée à une signature manuscrite. Elle n'y sera assimilée que s'il peut être prouvé qu'il a été satisfait à l'exigence d'imputabilité et d'intégrité visée à l'article 1332, alinéa 2, du Code civil. Mais ici encore, le bât blesse. Comme déjà évoqué *supra*, une signature manuscrite initiale ne peut avoir été faite que par une seule personne, alors qu'une signature scannée n'offre pas cette garantie.

---

<sup>15</sup> VAN EECKE, P., « De elektronische handtekening in het recht », *T.B.H.*, 2009, n° 4, pp. 341-346.